
ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2023.10.999A

Objet : Déménagement 20 rue Baudina, vendredi 20 octobre 2023, circulation interdite

POLE SECURITE
Police Municipale
TL/MS

Le Maire de la ville de Montélimar,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2213-2 et suivants ;

VU le Code de la route ;

VU la demande formulée par l'entreprise SEEGMULLER DEMENAGEMENT, 5 bis rue Eugène Henaff, 69200 VENISSIEUX,

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire de prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRÊTE

ARTICLE 01 : Pour permettre à l'entreprise SEEGMULLER DEMENAGEMENT d'effectuer un déménagement au 20 rue Baudina, ladite rue sera interdite à la circulation **vendredi 20 octobre 2023 de 8H à 17H**.

ARTICLE 02 : L'entreprise SEEGMULLER DEMENAGEMENT devra mettre en place les panneaux nécessaires à l'information des usagers et l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 03 : Pendant la durée du déménagement, l'entreprise SEEGMULLER DEMENAGEMENT veillera à maintenir un passage aménagé pour les piétons.



ARTICLE 04 : En cas de nécessité absolue, l'entreprise SEEGMULLER DEMENAGEMENT facilitera la circulation des services de secours et des véhicules d'intervention (pompiers, police.....).

ARTICLE 05 : Madame la Directrice Générale des Services et Monsieur le Commandant du Commissariat de Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

SEEGMULLER DEMENAGEMENT
5 bis, rue Eugène Henaff
69200 VENISSIEUX

Fait à Montélimar, le 16 octobre 2023

Monsieur Jean-Michel GUALLAR
Adjoint au Maire



Le présent arrêté peut faire l'objet, devant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de l'arrêté considéré. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).